



BÂTIR ENSEMBLE

**Une France
forte,
une France
fière,
une Europe
indépendante.**

BÂTIR ENSEMBLE

Cette version de la plateforme programmatique est enrichie, par rapport à la première version publiée en avril 2026, des centaines de contributions reçues, sur le site internet « Bâtir ensemble », et par des élus et personnalités engagées dans la construction d'un programme et d'un rassemblement pour 2027.

C'est un fait, il y a une compétition entre des personnalités politiques de la droite et du centre pour déterminer qui est le plus à même d'être candidat devant les Français à l'élection présidentielle et c'est tant mieux. Mais cette compétition doit permettre le rassemblement.

Et le rassemblement doit d'abord se faire sur le fond, sur ce que nous proposons aux Français.

C'est l'objet de cette plateforme qui a vocation à rassembler par-delà les personnalités et à s'enrichir pour former une plateforme programmatique du centre et de la droite pour 2027. Ces propositions sont fondées sur trois orientations : remettre la France en ordre, à ses frontières, dans son espace public et dans ses comptes ; libérer les énergies du pays ; protéger les Français. Toutes ces propositions assument des choix clairs, parfois radicaux, sans céder aux raccourcis du populisme, aux impasses du nationalisme et à la résignation de l'immobilisme.

Remettre la France en ordre aux frontières, dans la rue et dans les comptes

1. Restaurer l'autorité républicaine

Il n'y a pas de République sans autorité. Il n'y a pas de confiance dans l'avenir sans sécurité.

C'est pourquoi la sécurité publique et la justice sont des priorités nationales.

Les forces de l'ordre, les magistrats, les fonctionnaires de la justice et les personnels de l'administration pénitentiaire doivent disposer des moyens adaptés à l'ampleur des défis, afin de rétablir un principe élémentaire : le refus de l'impunité.

Cela doit se traduire par des peines d'emprisonnement rapidement et réellement appliquées, en particulier pour les auteurs d'infractions sexuelles sur mineurs et de violences faites aux femmes.

Mais l'autorité ne tient pas seulement à la qualité des textes : elle dépend aussi de leur application effective. Elle se prouve dans la capacité concrète de l'État à sanctionner justement, à faire appliquer ses décisions et à garantir le respect des règles sur l'ensemble du territoire. Cela suppose une chaîne pénale mieux organisée, des décisions exécutées sans délai inutile et une détermination politique constante, à chaque échelon, pour maintenir l'ordre et répondre

avec fermeté à toutes les formes de délinquance, des incivilités du quotidien au narcotrafic.

Reprendre la maîtrise des flux migratoires est un impératif pour notre cohésion nationale. Pour être acceptée par les Français et pour qu'elle soit une chance pour celles et ceux qui nous rejoignent comme pour notre pays, l'immigration doit aller de pair avec une exigence d'intégration. **L'intégration n'est pas optionnelle, elle est obligatoire.** Elle constitue la condition sine qua non de notre pacte républicain.

Cela signifie un accueil moins nombreux, maîtrisé et choisi, comme le permet désormais le nouveau règlement européen
« retour ».

Notre Constitution doit évoluer pour permettre à notre droit de définir **des quotas d'accueil votés à échéance régulière par le Parlement.** Il est également nécessaire d'imposer des conditions rigoureuses à l'acquisition des droits sociaux et au regroupement familial, de renforcer les contrôles aux frontières et de garantir l'exécution

effective des décisions d'éloignement. Ces choix touchent à notre souveraineté comme à notre cohésion nationale : **les Français seront donc consultés par référendum** pour leur permettre de se prononcer directement sur ces objectifs, sans démagogie mais sans faiblesse.

La République, c'est enfin le refus de toute compromission : aucune tolérance à l'égard du racisme et de l'antisémitisme, aucune tolérance à l'égard des violences faites aux femmes et aux enfants, aucune tolérance à l'égard du communautarisme et de l'islamisme.

Cette exigence républicaine passe aussi par l'école, les services publics, le sport, les associations et la vie locale. Partout où la République recule, les règles communes doivent être réaffirmées.

2. Libérer notre économie et faire du travail la clé de notre rebond.

Il faut réaffirmer l'ambition française : en dix ans notre mobilisation collective doit faire de la France la première puissance économique européenne.

Une grande remise à plat des dispositifs d'aides et de crédits d'impôt sera conduite à rendement constant, en contrepartie d'une forte diminution des impôts de production afin de les rapprocher de la moyenne européenne, et d'un retour du taux de l'impôt sur les sociétés à 25 %.

Une part importante de notre appareil de normes doit être transformée : certaines règles

peuvent devenir de simples guides de référence, d'autres ne s'appliquent qu'à titre subsidiaire, en l'absence d'accord négocié entre les acteurs concernés.

Une commission de juristes, de chefs d'entreprise et de personnalités sera chargée sur 18 mois de cet important travail de réécriture de notre droit. Notre agriculture, notre industrie et nos concitoyens ont besoin de cette débureaucratization.

La France doit redevenir une terre de production agricole, agroalimentaire, halieutique et industrielle. Cette ambition suppose une véritable politique de souveraineté alimentaire : garantir le revenu des agriculteurs, simplifier les normes, lutter contre les concurrences déloyales, assurer l'accès à l'eau, accompagner la transmission des exploitations et permettre aux jeunes agriculteurs de s'installer dans des conditions viables.

Enfin, le travail doit être puissamment revalorisé pour qu'à l'échelle de la société, nous soyons en capacité de produire plus, de financer notre modèle social et de rattraper nos concurrents dans la compétition économique mondiale. Cela passe par la capacité pour chacun

de travailler plus, de travailler plus longtemps, mais aussi de travailler mieux face à des bouleversements profonds du monde du travail, en particulier l'intelligence artificielle.

Cette revalorisation du travail doit se traduire concrètement sur la fiche de paie, par la participation, l'intéressement, les heures supplémentaires, la mobilité professionnelle et la formation tout au long de la vie.

Il s'agit de nouer un nouveau pacte intergénérationnel pour sauver notre modèle social et revaloriser le travail et la famille.

3. Investir sur l'avenir en faisant de notre jeunesse notre priorité.

L'école républicaine souffre aujourd'hui moins d'un manque de réformes que d'un manque de cap. Elle s'est progressivement éloignée de sa mission première : transmettre, élever, émanciper.

À force d'empilement normatif, de centralisation excessive et de renoncements sur les contenus, elle peine à garantir à chaque élève **la maîtrise des savoirs fondamentaux**. Notre école a donc besoin d'un cap, de formation et de confiance dans ses personnels, d'autonomie dans les établissements. **Un grand mouvement d'autonomie des établissements scolaires** et de pacte pluriannuel permettant d'améliorer les taux d'encadrement sera conduit en profitant de la baisse démographique. Un travail sera également engagé pour réformer les rythmes scolaires, avec des journées mieux structurées et un réexamen du calendrier des vacances scolaires.

Cette autonomie va de pair avec une exigence claire de résultats : maîtrise de la lecture, de l'écriture, du calcul, de l'histoire, des sciences, du raisonnement et de l'autorité dans la classe. L'école doit redevenir le lieu où l'on progresse, mais aussi où les professeurs sont protégés, respectés et soutenus.

La transmission des savoirs fondamentaux doit être complétée par une véritable politique de l'orientation. Chaque jeune doit pouvoir connaître les métiers, les filières, les formations, les débouchés,

les voies professionnelles, technologiques, scientifiques et universitaires qui lui permettent de construire son avenir.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, il faut prolonger l'autonomie des universités – actuellement non achevée – en diversifiant les ressources et en allégeant les contraintes et développer notre recherche, publique et privée.

Nous devons réinvestir dans les sciences, tant les enjeux des prochaines années sont cruciaux en termes d'IA, de défense, de santé, d'environnement et de réindustrialisation.

Nous nous fixons comme objectif d'augmenter de 50% le nombre annuel d'ingénieurs formés, avec un effort particulier en direction des femmes.

Enfin, l'enfance doit être notre priorité collective. C'est un enjeu pour chaque enfant et pour chaque famille ; c'est aussi un enjeu pour notre nation, alors que l'indice de fécondité en France est de 1,62, soit son plus bas historique.

Afin d'éviter l'écueil du déclin démographique, notre politique familiale doit s'approfondir autour d'un **véritable pacte natalité-parentalité** : modes de garde, congé parental, soutien aux familles monoparentales, lutte contre l'infertilité, logement familial, conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Il en va de l'avenir de la nation.

La protection de l'enfance doit devenir une cause nationale. Elle suppose des décisions fortes sur le suivi des enfants placés, la formation des professionnels, le contrôle des établissements, la santé mentale des jeunes, la lutte contre les violences intrafamiliales et la prévention des ruptures éducatives.

Enfin, préserver nos enfants des réseaux sociaux constitue désormais une exigence éducative, sanitaire et républicaine. Il ne s'agit pas de refuser le numérique, mais de protéger l'enfance face aux logiques d'addiction, d'exposition précoce et de fragilisation psychologique qu'il peut entraîner.

4. Associer les Français à notre prospérité

Il faut mieux associer les Français à la valeur qu'ils contribuent à créer. Des mesures seront prises pour accroître la participation, l'intéressement et l'actionnariat salarié afin que **chaque entreprise, à partir d'une certaine taille, soit détenue à au moins 5% par ses salariés.** Cette orientation permettra à la fois de muscler les fonds propres des entreprises détenus par les Français et d'aligner les intérêts des travailleurs et de l'appareil productif. Dans le même esprit, un livret d'épargne « souveraineté industrielle et agricole » sera créé pour orienter l'épargne des Français vers nos usines, nos exploitations, nos filières stratégiques et nos capacités de production.

Par ailleurs, lorsqu'aucune solution de succession des dirigeants n'est identifiée, la reprise de l'entreprise par les salariés sera encouragée.

La confiance et le **dialogue social** sont des facteurs de compétitivité. La participation aux organes de direction des salariés sera renforcée, avec une augmentation du nombre de représentants des

salariés dans les conseils d'administration. Les partenaires sociaux seront, à chaque niveau, encouragés à trouver des accords sans interférence de l'État, en particulier pour définir et adapter les règles applicables dans les entreprises.

Un grand programme d'embellissement de nos villes et de nos campagnes par une politique active de rénovation, suppression des friches, verdissement des zones d'activité et commerciales, désenclavement des territoires ruraux, sera mené avec les collectivités locales.

Un effort particulier en faveur du patrimoine sera réalisé, avec une incitation renforcée au mécénat.

Ce programme se complète par une grande politique du logement. Le logement se trouve aujourd'hui au croisement de toutes les crises : pouvoir d'achat, natalité, jeunesse, mobilité professionnelle, écologie, sécurité patrimoniale. Il faut construire davantage là où les besoins existent, faciliter l'accès à la propriété des classes moyennes et des jeunes actifs, simplifier les normes de construction, mobiliser le foncier disponible, lutter contre les blocages excessifs, favoriser la rénovation utile et permettre aux familles de se loger dignement.

L'accès au logement conditionne aussi la capacité à travailler, à fonder une famille, à accepter un emploi, à étudier, à rester dans son territoire ou à s'y installer. Une politique de prospérité partagée ne peut pas ignorer cette réalité : sans logement accessible, il n'y a ni mobilité sociale, ni sécurité familiale, ni égalité réelle entre les territoires.

5. Assurer notre défense et notre souveraineté

Les bouleversements géopolitiques et les évolutions technologiques intervenus au cours des dernières années ont accouché d'un monde plus dangereux. Il n'y a pas de liberté sans souveraineté ni de souveraineté sans capacité de défense. Dans la continuité de ces dernières années, **nous porterons progressivement l'effort de défense à 3% de la richesse nationale.** Notre modèle d'armée, notre base industrielle et technologique de défense et notre action diplomatique doivent être adaptés en conséquence. Un nouveau Livre Blanc actera les décisions prises.

Cette exigence de souveraineté vaut aussi pour les technologies critiques, faute de quoi nous serons dépendants de puissances étrangères qui n'ont pas les mêmes intérêts que nous. C'est particulièrement crucial en matière de cloud, de quantique et d'intelligence artificielle, où nous devons contribuer à construire des champions européens.

Nous devons également protéger nos approvisionnements essentiels, nos infrastructures critiques, nos données, nos câbles sous-marins, nos capacités de production et nos savoir-faire.

La France ne peut pas prétendre être libre si elle dépend des autres pour se défendre, se nourrir, se soigner, s'équiper ou décider.

Cette souveraineté suppose une véritable culture de la résilience nationale.

Face aux crises sanitaires, climatiques, cyber, énergétiques ou géopolitiques, notre pays doit mieux anticiper, organiser ses stocks stratégiques et préparer la population.

Enfin, il faut mettre en œuvre et faire monter en puissance le nouveau service national volontaire.

6. Maintenir notre cohésion sociale

Notre cohésion sociale s'appuie sur trois composantes : un attachement à notre pays qui passe par l'intégration de tous à nos valeurs, des institutions de protection collective en matière de famille et de santé issues de l'après-guerre et des filets de sécurité pour ceux qui connaissent des accidents de la vie.

Cette cohésion est aujourd'hui minée par un modèle qui, au-delà même des retraites, peine à financer notre protection sociale. Elle l'est aussi par la superposition de multiples dispositifs d'aide sociale qui ne garantissent plus toujours que le travail paie plus que l'assistance.

Une allocation sociale unique sera mise en place, pour limiter ce qu'il est possible de recevoir par les allocations sociales par rapport au travail. Il s'agit de ne laisser personne au bord de la route mais que chacun fasse du retour à l'emploi sa priorité.

Dans le même temps, une refondation de notre protection maladie

sera engagée, articulée autour d'un maillage effectif du territoire garantissant un meilleur accès aux soins pour tous les Français, en particulier face aux déserts médicaux, aux tensions à l'hôpital, aux difficultés des urgences, aux besoins des Ehpad et à l'enjeu de la permanence des soins. 80 % des pathologies cardio-vasculaires sont évitables : **il faut un développement massif de la prévention** et une responsabilisation accrue des professionnels, des patients et des mutuelles dans l'efficacité des dépenses de santé. L'engagement de chacun en matière de prévention sera encouragé et incité, avec un niveau différencié de prise en charge selon le suivi du parcours de dépistage et de prévention.

Nous devons également accentuer nos efforts collectifs en matière de santé mentale. Elle concerne les jeunes, les familles, le travail, l'école, les soignants, les personnes âgées et tous ceux qui traversent des ruptures de vie. La prévention, le repérage précoce, l'accès aux professionnels et la lutte contre l'isolement constituent des enjeux majeurs de protection sociale.

Nous devons enfin prendre des mesures fortes en matière de santé publique : « génération sans tabac »

pour tous les jeunes nés après 2010 ; actions massives pour faire reculer le surpoids des enfants (17% des 6-17 ans sont aujourd'hui en surpoids ou en situation d'obésité, dont 4% en obésité) ; incitation et éducation à une alimentation plus saine, avec la généralisation du Nutriscore.

La cohésion de notre pays, c'est aussi partager des engagements et des émotions collectives. Notre **politique culturelle** doit valoriser ce qui fait la singularité française : créer, transmettre, protéger et rayonner. Nous devons nous appuyer sur le grand événement fédérateur que vont être les Jeux olympiques d'hiver Alpes 2030, pour encourager le **développement du sport** partout et pour tous et soutenir le bénévolat.

7. Faire progresser l'influence de la France en Europe et dans le monde

L'Europe a toujours été une ambition française depuis 1950. Les Français restent profondément attachés à l'Europe tout en ayant une triple exigence : plus de protection de nos intérêts, tant sur le plan économique que sur le plan de la sécurité. Plus de subsidiarité avec un échelon européen qui se concentre sur les grands enjeux communs prioritaires et non sur la gestion excessivement bureaucratique du quotidien. Plus de proximité et de démocratie, avec une gouvernance plus transparente et responsable.

Il faut relancer l'Europe de la souveraineté dont chaque jour qui passe démontre l'absolue nécessité face au désengagement de notre partenaire américain historique et aux menaces dans le monde. La bonne articulation entre souveraineté nationale et indispensable solidarité européenne passe par la réaffirmation du pilotage politique du projet européen par les gouvernements, la Commission étant chargée de la mise en œuvre des politiques agréées collectivement et validées démocratiquement.

Cela passe par la mise en place d'un Conseil de sécurité européen et de défense, pour faire face avec la réactivité nécessaire aux défis stratégiques en matière de défense et de politique étrangère. Une approche

la plus consensuelle possible reste à privilégier sans s'interdire la mise en place de coalitions volontaires. Les coopérations renforcées existent : elles permettent à des États de l'Union européenne d'aller plus vite et plus loin ensemble sur un sujet donné ; il faut les mobiliser davantage.

La France doit également valoriser **sa singularité stratégique et géographique**. Son siège au Conseil de sécurité de l'ONU, sa dissuasion nucléaire, son rôle central au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, ses partenariats diversifiés et anciens, ainsi que sa présence sur tous les continents à travers ses territoires d'outre-mer et la langue française lui confèrent un statut et des responsabilités particulières.

Présente dans les trois océans du monde avec une zone économique exclusive de 11 millions de kilomètres carrés, la France doit aussi avoir l'ambition d'une vraie politique maritime.

Nous devons nous appuyer sur **nos outre-mer** et veiller à ce que chaque territoire valorise ses atouts et ses ressources : énergies nouvelles, productions locales, spatial, biodiversité, mise en œuvre des ressources des océans, transport maritime, tourisme...

Mais les outre-mer ne doivent pas être seulement regardés comme des atouts stratégiques. Ils sont d'abord des territoires habités par des Français confrontés à des urgences très concrètes : vie chère, sécurité, logement, accès à l'eau, santé, école, continuité territoriale, vulnérabilité climatique. Une politique de puissance ultramarine doit donc être inséparable d'une politique de justice territoriale pour les Ultramarins.

Nos compatriotes vivant et travaillant à l'étranger sont une force pour l'influence de notre pays. Ils doivent être accompagnés et soutenus en matière de sécurité et d'éducation.

Enfin, la francophonie doit également être assumée comme un levier majeur d'influence, d'économie, d'éducation, de culture et de diplomatie. Elle n'est pas seulement un héritage : elle peut devenir un multiplicateur de puissance française dans un monde multipolaire.

8. Prendre résolument le chemin d'une croissance écologique

Le défi écologique, même s'il passe souvent en arrière-plan face aux fins de mois difficiles et aux événements du monde, doit demeurer une boussole majeure de notre action. Le débat ne doit pas se structurer entre croissance et décroissance : il faut que la France prenne résolument le chemin d'une **croissance écologique**. C'est ce que nous appelons l'écologie gagnante. Elle n'est ni punitive, ni dogmatique, encore moins naïve. Elle doit être désirable et juste, et s'incarner dans le quotidien comme dans le portefeuille des Français. L'écologie gagnante, c'est celle qui développe la production d'énergie, en particulier nucléaire, sur notre territoire. L'écologie gagnante, c'est celle qui permet à la France d'assurer sa souveraineté tout en participant à ce grand combat. L'écologie gagnante, c'est celle qui permet à nos entreprises de gagner en compétitivité, en in-

vestissant dans l'avenir avec la réindustrialisation verte. L'écologie gagnante c'est celle qui permet d'anticiper et d'améliorer la prévention contre les risques, notamment ceux liés à la raréfaction de l'eau, aux sécheresses et aux inondations. Dans une France qui se prépare à un réchauffement pouvant atteindre +4 °C, l'adaptation doit devenir une fonction essentielle de l'État : protéger les Français, nos infrastructures, notre santé, notre agriculture, nos forêts et nos territoires face aux événements extrêmes relève désormais pleinement de la protection de la Nation. L'écologie gagnante, c'est celle qui permet aux Français de préserver leur environnement et ce qui fait l'âme de notre Nation, sans creuser la fracture sociale.

Les crises énergétiques sont appelées à se renouveler, elles doivent être des occasions pour aider les Français à passer le cap de l'électrification.

Pour atténuer notre empreinte carbone, nous devons marcher sur nos deux jambes : d'abord poursuivre nos efforts nationaux, en particulier dans les trois secteurs clés : le trans-

port avec l'électrification du parc automobile, le logement avec un plan pour les énergies renouvelables thermiques, et l'industrie avec une véritable **préférence européenne** dans nos achats. Mais il faut aussi s'attaquer à l'autre moitié du chemin, en **décarbonant nos importations**. Cela nécessite une réciprocité totale vis-à-vis de nos partenaires commerciaux et un contrôle strict à nos frontières. Nous ne pouvons plus laisser entrer des produits qui ne respectent pas nos normes et qui polluent plus que les nôtres. Cette exigence de réciprocité doit aussi soutenir ceux qui appliquent nos normes sur notre territoire, en particulier nos agriculteurs, confrontés aux défis de l'eau, des sols, du climat et de la concurrence internationale. Défendre nos normes aux frontières n'a de sens que si nous soutenons ceux qui les font vivre ici.

Au niveau international, européen et national, un engagement sans faille pour la transition vers une énergie décarbonée, vers des usages plus sobres, vers une meilleure protection de la ressource en eau, et vers une adaptation accrue aux risques climatiques sera conduit, avec des outils incitatifs et prescriptifs tout en accompagnant les moins aisés dans cette transition. L'eau doit devenir un axe majeur de cette stratégie, en

qualité comme en quantité : protection des captages, réduction des pollutions et des intrants, sobriété des usages, stockage raisonné, réutilisation des eaux, désimperméabilisation des sols et partage territorial de la ressource. Les conflits d'usage des derniers étés annoncent les tensions de demain ; une écologie gagnante doit donc être aussi une écologie du vivant, de la ressource et de l'alimentation.

9. Mettre fin à l'impuissance publique et à la complexité de nos empilements administratifs.

Notre organisation territoriale doit retrouver de la clarté : moins d'échelons qui se chevauchent, moins de lenteurs, moins de dépenses de structure, plus de responsabilités claires, plus de proximité réelle. Les Français doivent

savoir qui décide, qui agit et qui rend compte. À chaque politique publique, un responsable identifié ; à chaque euro dépensé, un résultat évalué.

Pour ce faire, une réarticulation des échelons de collectivités territoriales sera poursuivie autour de grands principes :

- **Donner à la région les moyens d'être une collectivité apte à piloter l'ensemble des politiques publiques** dans les domaines du développement économique et de la cohésion sociale, en coordonnant les départements qui conserveraient des services de proximité mais en cessant d'être des collectivités de plein exercice, avec la mise en place du conseiller territorial. Ce redécoupage permet de concilier proximité dans la délivrance de prestations et économies d'échelle (par exemple entre collèges et lycées) ;
- Réarticuler communes et intercommunalités en maintenant les communes et les maires dans leurs pouvoirs de décision mais en transférant les fonctions d'entretien et de fonctionnement courant aux intercommunalités.

Enfin, une clarification des compétences enchevêtrées entre État et collectivités territoriales, appuyée

sur cette nouvelle gouvernance territoriale, est indispensable.

Cette réforme devra aussi s'accompagner d'un **pacte avec les agents publics**. Réformer l'État ne doit pas seulement signifier réduire et fusionner. Il faut libérer les agents de terrain des procédures inutiles, leur donner de l'autonomie, reconnaître leur mérite, protéger leur autorité et simplifier leur quotidien professionnel.

10. Restaurer nos finances publiques.

La dérive des comptes est le symbole et le symptôme d'un État qui n'est plus tenu, d'un abandon à la facilité et **d'un transfert de la charge sur les générations à venir**. Rétablir nos finances publiques est une condition absolue de notre souveraineté, de notre crédibilité et de notre capacité d'investir dans l'avenir.

Une loi organique interdira progressivement sur 3 ans tout déficit

courant de la Sécurité sociale et tout déficit de fonctionnement de l'État.

En matière de **retraites**, qu'on le veuille ou non, la démographie suppose des évolutions fortes. Pour y répondre, il faut faire la transparence intégrale sur la situation de nos retraites en particulier dans le secteur public. Mais surtout sans renoncer à des choix individuels, un **système universel à points géré par les partenaires sociaux**, assurant convergence des régimes particuliers publics et privés, sera mis en place. Il laissera plus de latitude à chacun de choisir son âge de départ en le reculant pour préserver sa pension ou en le maintenant au prix d'une réduction de pension.

Ce régime par répartition sera accompagné par un **régime collectif de capitalisation**, propriété de tous les Français, qui permettra de disposer à terme **d'un fonds souverain de plus de 1 000 milliards d'euros**, financé par un prélèvement sur la consommation, une TVA souveraine, à même de financer notre économie et en particulier nos entreprises et notre industrie. Des régimes individuels de capitalisation seront encouragés en complément.

Restaurer nos finances publiques passe aussi par une diminution des autres dépenses sociales, notamment avec la mise en place d'une **allocation sociale unique et la responsabilisation de tous les acteurs en matière de santé.**

Afin de procéder aux économies et à la nécessaire réforme de l'État :

- Un travail vigoureux sur la réduction du train de vie au niveau de l'État et des institutions européennes sera engagé. **Dans notre pays, nous réduirons le nombre d'agences et d'opérateurs ;**
- Une programmation pluriannuelle sur 5 ans donnant de la visibilité aux gestionnaires pour gagner en productivité et en efficacité sera mise en place ;
- Un fonds de modernisation et d'investissement, en particulier pour le numérique, l'intelligence artificielle et le service aux usagers, sera instauré pour accompagner ces transformations ;
- Une revue systémique de la qualité des services publics prenant appui sur les avis des Français sera créée.

Les collectivités territoriales devront également prendre leur part du redressement de nos finances publiques.

Cette trajectoire devra être progressivement chiffrée. La crédibilité budgétaire suppose de dire où se feront les économies, à quel rythme, selon quelle méthode et avec quelles protections pour les services essentiels. Le redressement des comptes ne doit pas être un exercice abstrait : il doit être expliqué comme une condition de souveraineté, de justice entre les générations et de capacité à investir dans l'avenir.



Au-delà de ces grands axes programmatiques, il est essentiel que nous soyons d'accord sur la méthode.

D'une part, la manière de gouverner doit évoluer. Un retour aux principes de la V^e République est essentiel. Il doit se faire autour d'un Président qui définit les grandes orientations, porte la voix de la France en Europe et dans le monde, est le chef des Armées et reste à l'écoute des Français. Il doit se faire avec un **Gouvernement qui a les moyens de gouverner** et une administration efficace et neutre où domine la méritocratie sur l'esprit de clan. Il doit se faire autour d'un Parlement qui représente les différentes orientations politiques

exprimées par les Français tout en permettant un débat démocratique ordonné et le soutien à la conduite d'une politique stable et efficace. Il doit se faire avec une exigence d'exemplarité de l'ensemble des responsables publics, dans leur conduite personnelle, dans l'usage des moyens publics, dans le respect des institutions et dans la manière de rendre compte aux Français.

Une application rigoureuse de ces principes et de l'article 20 de la Constitution peut permettre de dissocier la durée du mandat présidentiel de celle du mandat des députés, pour revenir au septennat propice au temps long.

Il faut également adapter l'interdiction de cumul des mandats pour reconnecter les législateurs au terrain, en permettant que les élus locaux, à l'exception des maires de grandes villes, des présidents de grandes intercommunalités, des présidents des conseils départementaux et des conseils régionaux, puissent siéger à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Enfin, le Gouvernement doit rendre compte régulièrement et clairement de son action à l'ensemble des Français. Il faut rendre les politiques publiques redevables : si on se fixe des objectifs mesurables et

si on publie des résultats, on améliore la confiance. Un compte rendu annuel simplifié sera publié et adressé à tous les citoyens pour rendre compte de l'utilisation des impôts des Français et des principaux résultats des politiques publiques.

D'autre part, **il faut se préparer ensemble à gouverner, dans le cadre d'un contrat de gouvernement. Le**

présent document a vocation aussi à être la plateforme du programme législatif de la droite et du centre.

Le temps des partis uniques est terminé. Cela suppose un travail de préparation collective.

Ce qui doit nous rassembler c'est l'exigence de la vérité et le courage de la rupture.

EN RÉSUMÉ

Toutes les mesures condensées en 12 propositions phares.



12

propositions phares

1.

Un référendum constitutionnel sur l'immigration pour permettre au Parlement de voter des quotas migratoires.

2.

Un choc de compétitivité et de sérieux budgétaire, avec une baisse massive des impôts de production, un impôt sur les sociétés ramené à 25 % et une loi organique interdisant progressivement les déficits de fonctionnement.

3.

Un livret d'épargne « souveraineté industrielle et agricole » pour orienter l'épargne des Français vers nos usines, nos exploitations, nos filières stratégiques et nos capacités de production.

4.

Plus d'autonomie pour les établissements scolaires et un grand plan de protection de l'enfance, avec un pacte pluriannuel pour améliorer l'encadrement des élèves, mieux suivre les enfants placés, renforcer les contrôles, soutenir les départements, prévenir les ruptures éducatives et protéger les mineurs des violences comme des addictions numériques.

5.

50 % d'ingénieurs formés en plus chaque année pour préparer la France aux grandes révolutions industrielles, technologiques et écologiques.

6. Un nouveau pacte de partage de la valeur, avec davantage de participation, d'intéressement et un objectif de 5 % du capital des entreprises détenu par les salariés.

7. Un effort de défense porté progressivement à 3 % du PIB pour garantir notre sécurité et notre souveraineté. Création d'un conseil de sécurité et de défense européen.

8. Une allocation sociale unique pour simplifier notre modèle social, mieux lutter contre la fraude et encourager le retour au travail.

9. Une grande politique de prévention, de natalité et de famille, avec un parcours de santé mieux suivi, une prise en charge différenciée, une génération sans tabac pour les jeunes nés après 2010, la généralisation du Nutri-Score et un pacte natalité-parentalité.

10. Une croissance écologique fondée sur la préférence européenne, avec un contrôle écologique strict aux frontières.

11. Un système universel de retraites par points, complété par un régime collectif de capitalisation financé par une TVA souveraine.

12. Une réforme institutionnelle pour redonner du temps et du terrain à l'action publique, avec le retour au septennat et l'adaptation du cumul des mandats.

**Une France
forte,**

**une France
fière,**

**une Europe
indépendante.**

Construisons ensemble !

**Merci pour vos réactions
critiques et contributions.**

Michel Barnier
Député de Paris

9 Rue de Bourgogne
75007 Paris

contactmichelbarnier@gmail.com



**Le programme s'écrit avec vous.
Découvrez-le et contribuez
sur batirensemble2027.fr**

BÂTIR ENSEMBLE

